

BANDERA ET LE NAZISME UKRAINIEN CHAMPIONS DE L'« OCCIDENT »

Annie Lacroix-Riz, professeur émérite d'histoire contemporaine, université Paris 7

La guerre d'Ukraine a été lancée par la Russie après huit ans d'agression ukraino-occidentale (2014-2022) contre les russophones de l'Est ukrainien. Leurs 14 000 morts, en majorité des civils, avaient intéressé nos grands médias aussi peu que ceux d'Irak, de Serbie, d'Afghanistan et de Syrie, attaqués, depuis 1991, par les États-Unis en quête mondiale de contrôle pétrolier et gazier et autres matières premières, sous couvert de l'OTAN soumis à commandement unique américain depuis sa fondation (1950). La coalition occidentale, qui a d'emblée ridiculisé l'objectif officiel russe de « dénazification » annoncé en février 2022 – conforme aux « principes politiques » inscrits dans le Protocole de la Conférence de Potsdam (1^{er} août 1945)¹ --, affirme agir contre la Russie au nom de la « démocratie » (nouveau nom du « Monde libre » de l'époque soviétique) -- . La guerre se prolongeant, l'« Occident » fait évoluer le concept de « démocratie » et « couvre » la vénération de l'État ukrainien « allié » pour ses criminels de guerre et d'avant-guerre. Ainsi érige-t-il le nazi ukrainien Stepan Bandera (1909-1959) en héraut de l'« indépendance ukrainienne » : léger défaut qu'il lui pardonne autant qu'à la « démocratie » ukrainienne post-Maïdan la promotion des groupements nazis et les coups de gourdin que le milliardaire Zelenski, digne successeur du milliardaire Porochenko, administre au peuple ukrainien : destruction du code du travail, des horaires aux salaires, et interdiction des partis et journaux d'opposition, requis par les « investisseurs » états-uniens.

LA « DÉMOCRATIE » UKRAINO-AMÉRICAINNE DEPUIS 2004 : « HÉROS NATIONAL » ET MAJORS PÉTROLIÈRES AMÉRICAINES

Bandera n'est devenu un « héros national » que depuis la « Révolution orange » américaine de 2004, et surtout depuis le coup d'État de Maïdan organisé en février 2014 par Washington contre un intolérable gouvernement ukrainien, légal mais prorusse. Sa cheffe d'orchestre la vice-secrétaire d'État aux affaires politiques, Victoria Nuland, madone néo-conservatrice du National Endowment for Democracy (CIA) et russophobe (et sinophobe) compulsive, assure son poste ukrainien depuis 1993, sous gestion démocrate ou républicaine (hors présidence Trump). Elle a avoué le 13 décembre 2013 devant le National Press Club, dans une conférence financée par le groupe pétrolier Chevron², puis le 15 janvier 2014 devant le comité de politique extérieure du Sénat, que le gouvernement américain avait, depuis la chute de l'URSS, « dépensé cinq milliards de dollars » pour faire triompher la « démocratie » en Ukraine -- et que Chevron avait signé le 5 novembre précédent un accord pour dix milliards de dollars d'investissement en vue de forages qui mettraient fin à la « dépendance du pays envers la Russie »³. Mme Nuland, cantinière des putschistes de Maïdan, a depuis lors fabriqué les gouvernements ukrainiens et présidé, avec le reste de l'appareil d'État, au réarmement jusqu'aux dents de l'Ukraine, que Washington a intégrée de fait aux opérations de l'OTAN depuis juillet 2021⁴.

L'intimité des États-Unis avec le nazisme ukrainien en général a précédé la chute de l'URSS. Leur intérêt pour la caverne d'Ali Baba ukrainienne, comme celui de tous les impérialismes, n'a jamais cessé depuis l'« ouverture » de la Russie tsariste, qui leur avait cédé son économie moderne et concentrée, de la banque aux matières premières. Comme le Reich occupa longtemps le devant de la scène ukrainienne, surtout depuis la Première Guerre mondiale, les banques américaines accompagnèrent celles du Reich dans l'entre-deux-guerres. Mais au rôle second que dictait alors le primat allemand.

L'ÈRE ALLEMANDE DU NAZISME UKRAINIEN

Car le Reich, première puissance à reconnaître la Russie en 1922, tint le haut du pavé dans la Russie soviétique traitée en paria par la « communauté internationale » impérialiste. Même dans l'Ukraine qu'il avait arrachée, en 1918 (jusqu'à sa défaite de novembre), à la Russie assaillie de toutes parts par quatorze puissances impérialistes de 1918 à 1920⁵, et que les bolcheviques reconquirent depuis 1920. En reconnaissant l'État soviétique, Berlin y récupéra sa capacité de nuisance, « couvert » par le Vatican : auxiliaire du Reich depuis la fin du 19^e siècle et plus encore depuis 1914, la Curie mandata le clergé catholique germanique à l'espionnage militaire préparatoire au nouvel assaut projeté⁶.

Les nazis bandéristes dans l'avant-guerre

C'est dans ce contexte que grandit Bandera, produit-type de l'uniatisme de Galicie orientale (Ukraine occidentale), arme de guerre de l'Église romaine contre l'orthodoxie depuis 1595-1596. Fils d'un prêtre uniaste, il fut élevé comme ses pareils dans la haine fanatique des Polonais, des Russes, des juifs et des opposants, sous l'autorité d'Andreï Szepticky évêque uniaste de Lemberg (Lwow en polonais, Lvov en russe, Lviv en ukrainien) nommé en 1900. Russophobe, polonophobe et antisémite de choc, Szepticky devait comme tous ses prédécesseurs convertir les orthodoxes de l'Est, mission liée à la conquête germanique. Ce fut d'abord au service de Vienne, maîtresse de la Galicie orientale, puis, Pie X préférant depuis 1907 les puissants Hohenzollern aux Habsbourg moribonds, l'évêque accompagna jusqu'à sa mort (novembre 1944) le Drang nach Osten (« poussée vers l'Est ») du Reich, impérial, « républicain » et hitlérien.

Le Reich, qui finançait *avant 1914* « l'autonomisme ukrainien » contre la Russie, transforma l'Ukraine en fief militaire pendant la Première Guerre mondiale. Il accrut ensuite l'effort dans la Galicie orientale, dévolue en 1921 par la France antisoviétique à la Pologne réactionnaire. Depuis 1929, Berlin entretenait l'« Organisation des Ukrainiens nationalistes » (OUN) que Stefan Bandera (20 ans), « chef de l'organisation terroriste ukrainienne en Pologne », avait fondée avec ses fidèles lieutenants Mykola Lebed et Iaroslav Stetsko. Ils participèrent, à la campagne antisoviétique sur « la famine génocidaire en Ukraine » décrite dès 1987 par le photographe et militant syndicaliste canadien Douglas Tottle, pionnier de l'étude du nazisme ukrainien⁷. Lancée par le Reich et le Vatican, à l'été 1933, c'est-à-dire *après* que l'excellente récolte de juillet eut mis fin à la disette ou à la famine, répercutée avec zèle par tous leurs alliés, dont la Pologne, avec pour centre Lwow, elle prépara idéologiquement la conquête de l'Ukraine. Berlin et le Vatican s'étaient engagés par un des deux articles secrets du Concordat du Reich de juillet 1933 à la mener ensemble⁸.

Les bandéristes rendirent en Pologne aussi de grands services, non seulement contre les juifs mais aussi contre l'État. Bandera et Lebed assassinèrent le 15 juin 1934, année faste des attentats allemands contre les chefs d'État et ministres, le ministre de l'Intérieur polonais, Bronisław Pieracki, pourtant en extase, comme ses chefs, Pilsudski et Beck, devant « l'ami allemand ». Les nazis de l'OUN jouaient en Galicie orientale, a écrit Grzegorz Rossolinski-Liebe en 2014 dans sa thèse de référence sur Bandera, le même rôle que les oustachis croates d'Ante Pavelitch, les nazis slovaques du Parti Hlinka, les Gardes de fer roumains et autres nazis d'Europe orientale : gavés de marks, ils avaient tous « adopté le fascisme, l'antisémitisme, le suprématisme racial, le culte de la guerre et toute une gamme de valeurs d'extrême droite »⁹. Pour ne pas froisser ses « amis » allemands, Varsovie commua la peine de mort de Bandera et Lebed édictée (seulement) en 1936 en prison à vie. L'occupant allemand les en libéra dès l'invasion de septembre 1939.

Les nazis bandéristes dans la Deuxième Guerre mondiale

Depuis lors, l'OUN uniate, puissante en Ukraine slovaque et polonaise (absente d'Ukraine soviétique), fut le laquais du Reich. Elle fut subdivisée en 1939-1940 en OUN-M et OUN-B, respectivement dirigés par Andrei Melnik et par le trio Bandera-Lebed-Stetsko, divisés seulement par leur désaccord, de façade, sur « l'indépendance ukrainienne » : Melnik n'en parlait plus, Bandera chérissait par le verbe « l'indépendance » dont le Reich ne voulait à aucun prix.

Les deux OUN aidèrent le Sipo-SD (la Gestapo) et l'Abwehr à préparer l'occupation de la Pologne, puis de l'URSS. Ses membres peuplèrent les « académies [allemandes] de police » de Pologne occupée et accrurent leurs ravages après Barbarossa : aux côtés de la Wehrmacht, ils liquidèrent immédiatement 12 000 juifs en Galicie orientale, et ne cessèrent plus. Supplétifs du Sipo-SD, ils torturèrent et exterminèrent sans répit avec la bénédiction des clercs uniates, dont Szepticky, bénisseur des bandéristes de la 14^e Légion des Waffen SS Galicia (1943-1944) et d'ailleurs. Dans les Einsatzkommandos, les prisons, les camps de concentration et ailleurs, les deux OUN massacraient les « ennemis de la nation ukrainienne » : Ukrainiens « non loyaux », juifs de toute nationalité, Russes et Polonais non juifs, dont les 100 000 de Volhynie, exploit de Bandera qui perturbe les actuels rapports (faussement) idylliques Varsovie-Kiev. En Pologne et en URSS, jusqu'à la libération soviétique complète de l'Ukraine (Lvov, juillet 1944), ces champions du « nettoyage ethnique » jouèrent dans « la destruction des juifs » le rôle des « États satellites [du Reich] par excellence » (Croatie et Slovaquie)¹⁰. Le conflit officiel, très secondaire, entre Berlin et les bandéristes, sur « l'indépendance » ukrainienne, valut en 1942 à Bandera et Stetsko l'emprisonnement en « camp d'honneur » à Sachsenhausen (à 30 km de Berlin). Lebed, en fuite, dirigea en leur nom l'« armée insurrectionnelle ukrainienne » (UPA) : formée en 1942 de ces policiers auxiliaires de la Wehrmacht et de la SS, l'UPA liquidait les ennemis communs.

Bandera et Stetsko auraient été libérés de leur « bunker d'honneur » hôtelier jusqu'en septembre 1944, contèrent-ils *a posteriori* à la CIA. En juillet 1944, une grande partie des massacreurs avait quitté l'Ukraine dans les fourgons allemands. Berlin fonda pour ses nazis ukrainiens le « Conseil suprême ukrainien de libération » (UHVR), puis, en novembre 1944 un « Comité national ukrainien » -- à majorité bandériste. Haute preuve de « résistance nationale et antinazie » ! La prise soviétique de Berlin les précipita à Munich, centre historique du nazisme intérieur et de l'expansion du *Deutschtum* depuis l'entre-deux-guerres¹¹, devenu au printemps 1945 une des capitales de la zone d'occupation américaine. Sur les « 250 000 Ukrainiens » établis en 1947 « en Allemagne, en Autriche et en Italie », prétendues « personnes déplacées », « un grand nombre étaient des membres avérés ou des sympathisants de l'OUN »¹².

Le reste des criminels de l'OUN-UPA étaient restés en Galicie orientale désormais soviétique où, clandestins, ils massacrèrent encore, sous la houlette de leurs clercs uniates : « en Ukraine occidentale », des « dizaines de milliers » d'entre eux tuèrent « 35 000 cadres de l'armée et du parti soviétiques entre 1945 et 1951 »¹³, dirigés par leurs amis étrangers, non plus seulement allemands, mais aussi américains.

De la légende post-Stalingrad du combat pour l'indépendance nationale aux articles du *Monde* de janvier 2023

La défaite du Reich se profilant après Stalingrad, l'OUN-UPA commença à s'inventer une histoire « résistante » : clé de la propagande russophobe actuelle, cette légende fut diffusée dans tout l'« Occident » quand la clique Bandera devint officiellement « alliée » contre l'URSS. Ainsi se développa le mythe d'une « résistance des nationalistes ukrainiens » aussi antinazie qu'antibolchevique, qu'entretient désormais la grande presse « occidentale ». *Le Monde* a consacré les 7 et 8 janvier à Bandera, deux articles à ce héros naïf de l'indépendance ukrainienne. Le premier, « Stepan Bandera, l'antihéros ukrainien glorifié après l'agression

russe » poussait l'indulgence à tel point qu'il y en eut, peut-être devant des réactions nombreuses, un second. Le titre fut plus engageant -- « Guerre en Ukraine : le mythe Bandera et la réalité d'un collaborateur des nazis » --, pas le contenu : Bandera « luttait par tous les moyens pour libérer l'Ukraine des jougs successifs de la Pologne et de l'Union soviétique ». Il ne collabora avec « l'Allemagne nazie » que pour ce noble objectif qui lui fit voir en Hitler « un allié possible pour lancer la révolution nationale ukrainienne contre l'opresseur soviétique qui avait orchestré, entre autres atrocités, la grande famine de 1932-1933, l'Holodomor, décimant de 3 à 5 millions d'Ukrainiens. » Il avait donc bien des excuses.

Les deux articles, truffés de gros mensonges et de mensonges par omission, font de Bandera « un symbole de résistance et d'unité nationale », un héros complexe et « contesté ». Ce qualificatif a indigné Arno Klarsfeld, qu'alarme désormais la glorification « occidentale » des nazis ukrainiens : « *Le Monde* devient un journal partial et mensonger : Bandera n'est pas une figure "controversée", il a activement participé à la Shoah. Comment *Le Monde* qualifierait Goring ? "controversé" lui aussi ? honte pour un journal sérieux !!! c'est réellement honteux. » Le 15 mars 2014, le journal admettait encore que le coup d'État de Maïdan avait mis les nazis à la tête de l'Ukraine. Certes, avec sa russophobie héritée de l'organe du Comité des Forges, *Le Temps*, son prédécesseur : « L'extrême droite ukrainienne, cible inespérée pour Moscou. La visibilité sur Maïdan des groupuscules néonazis, ultra-minoritaires, nourrit la propagande russe contre le nouveau pouvoir à Kiev ». Alors, fondée ou pas? La science historique avait avancé dès 1987, avec Tottle sur la « famine génocidaire », sur les massacres et sur les escroqueries de l'OUN-OPA sur ses activités de 1929 à 1945¹⁴. Rossolinski-Liebe -- dont l'après-« révolution orange » en Ukraine a menacé la sécurité personnelle et interdit les conférences --, a complété le tableau sur le criminel absolu Bandera. L'article du *Monde* du 8 janvier mentionne sa thèse, sans mot dire, et pour cause, de son contenu.

LA TUTELLE AMÉRICAINE SUR LE DOSSIER UKRAINIEN DEPUIS 1944-1945

Les héros ukraïno-nazis de « l'indépendance nationale » ont compté beaucoup dans les longs préparatifs de la présente ère américaine de l'Ukraine. Dans leur objectif de conquête mondiale, les États-Unis incluaient la Russie en général, et l'Ukraine en particulier, mais durent ici se contenter à l'ère allemande de « l'Europe » d'un rôle mineur¹⁵. Le capital financier américain s'était, depuis 1919, associé aux capitaux allemands en Europe orientale. Sa grande presse, dont Hearst, porte-parole des milieux germano-américains, participa à la campagne sur « la famine génocidaire en Ukraine » à partir de 1935 – cinquante ans avant le tapage reaganien sur « l'Holodomor » (son nouveau nom)¹⁶. La fin de la Deuxième Guerre mondiale sonna l'heure, sinon de la relève du Reich, de la collaboration avec les héritiers du Reich en vue, notamment, de la conquête de l'Ukraine.

La stratégie américaine de conquête de l'Europe entière se dévoila entre le compromis territorial de Yalta en février 1945, haï d'emblée, et la décision définitive, en 1947-1948, de liquider, non seulement la zone d'influence soviétique, mais l'État soviétique avec. La tâche fut confiée à Frank Wisner et George Kennan. Wisner, avocat d'affaires de Wall Street, avait été envoyé en 1944 en Roumanie par l'avocat d'affaires Allen Dulles, chef de l'OSS-Europe depuis novembre 1942, à Berne : il fallait éviter un avenir soviétique à ce pays champion des massacres antisémites en négociant avec ses élites qui y avaient trempé¹⁷. Kennan, diplomate, avait passé sa carrière, depuis 1931 à Riga (Lettonie) puis dans divers postes, à combattre l'URSS¹⁸. Le Département d'État confia donc à ce tandem, dans le cadre de la CIA (successeur officiel de l'OSS) fondée en juillet 1947, l'application de la directive 10/2 du *National Security Council* du 18 juin 1948 qui prescrivait la liquidation générale du socialisme européen¹⁹. Vedette de la Guerre froide, Kennan, raisonnable depuis sa retraite, mit, en vain, Washington en garde contre l'expansion de l'OTAN à l'Est, contre la Russie, après 1991²⁰.

L'Ukraine occupait dans cette ligne un rôle central, et Washington s'appuya sur l'expérience de l'Allemagne (occidentale) redevenue alliée à peine vaincue (comme après la Grande Guerre). L'historien Christopher Simpson a décrit dès 1988 l'incroyable sauvetage-recyclage par l'OSS et ses successeurs (« Strategic Services Unit » puis CIA) des criminels de guerre européens, Allemands et Ukrainiens en-tête. Harry Rositzke, chef depuis 1945, à Munich, des « opérations secrètes à l'intérieur de l'URSS » des nazis ukrainiens – et agent loyal qui ne cita aucun nom –, fit cet aveu en 1985 : « Nous savions parfaitement ce que nous faisons. La base du boulot était de se servir de n'importe quelle ordure du moment qu'elle était anticommuniste »²¹. Les historiens américains Breitman et Goda, spécialistes de la « Shoah » collaborateurs réguliers du Département d'État, ont complété le dossier en 2010.

Washington eut grand besoin du Vatican qui, sauveteur de masse des criminels de guerre via le clergé européen, maintint sa collaboration avec les héritiers du Reich mais l'adapta à son alignement sur les États-Unis maîtres de l'« Europe occidentale » et grands bailleurs de fonds (à usage intérieur, italien, et international). La Curie continua à gérer son vivier uniaste de Lvov, via les prélats et les prêtres clandestins. Avait succédé à Szepticky décédé en novembre 1944 le chef bandériste Ivan Bucko, ancien « évêque auxiliaire de Lvov » (depuis 1929), associé aux préparatifs de Barbarossa puis à la « rechristianisation » ratée des Russes. Washington agréa dès l'été 1945 cet « expert du Vatican sur les questions ukrainiennes [d']opinions radicalement antirusse », comme « visiteur apostolique des Ruthènes de l'armée d'Ukraine » (l'OUN-UPA), chef, à Rome, jusqu'en 1971, « des Ukrainiens en Europe occidentale »²².

Dès juillet 1944, juste avant l'entrée de l'Armée rouge à Lvov, les massacreurs du « Conseil suprême ukrainien de libération » (UHVR) avaient, prélats compris, traité, sous l'aile romaine, « avec les gouvernements occidentaux ». Les alliés-rivaux anglais et américains collaborèrent avec les groupes dirigés, d'une part, par Bandera-Stetsko (80% des effectifs ukrainiens des « camps de personnes déplacées en Australie, au Canada, en Grande-Bretagne, aux États-Unis et autres pays occidentaux à la fin des années 1940 ») et, d'autre part, par Lebed et le prélat uniaste Ivan Hrinioch, agent de liaison avec le Vatican²³.

Les Américains avaient dès mai 1945 récupéré et installé, tout près de Munich, comme espion en chef, le général nazi (membre du NSDAP) de la Wehrmacht Reinhard Gehlen : chef du « renseignement militaire allemand sur le front de l'Est » dans l'URSS occupée (*Fremde Heere Ost*, FHO), Gehlen, responsable des « interrogatoires », avait dirigé les collaborateurs soviétiques de toutes les régions occupées, dont l'Ukraine et fabriqué depuis 1942 l'armée Vlassov. Ces soldats de l'Armée rouge ralliés à la Wehrmacht pour ne pas périr formèrent des bandes criminelles qui rendirent, en URSS et jusque contre les résistants français en 1943-1944²⁴, les mêmes services que les nazis uniastes. Gehlen, grand criminel de guerre, reçut en 1945 d'immenses responsabilités : l'espionnage de renseignement *et* d'agression contre l'URSS, mais aussi *l'action* anticommuniste en zone américaine. Adenauer, qui l'appréciait autant, lui confia, à la fondation de la RFA, à l'automne 1949, ses services secrets : le grand nazi Gehlen dirigea donc le *Bundesnachrichtendienst* (BND) jusqu'à sa retraite en 1968²⁵. Vu l'expérience allemande acquise depuis la décennie 1930, son apport en Ukraine fut décisif. Entouré exclusivement d'anciens nazis, dont ses anciens adjoints en URSS occupée, Gehlen maintint donc sans rupture la collaboration germano-ukrainienne.

Londres et Washington collaborèrent et rivalisèrent dans l'usage de Bandera et de ses sbires. Washington fut plus discret mais laissa les bandéristes (majoritaires) et autres membres de l'OUN se reconstituer à Munich et alentour. Les alliés-rivaux refusèrent sous tous les prétextes de livrer Bandera et autres criminels de guerre ukrainiens « réfugiés » à l'URSS, qui les réclamait depuis le début de 1946 pour les juger. Les Américains aidèrent Bandera à s'installer à Munich dès août 1945, lui forgèrent des papiers d'identité (au nom de Stefan Popel) et autres faux documents, dont l'un d'« interné dans les camps de concentration nazis du

15 septembre 1941 au 6 mai 1945 [et] libéré du camp de concentration de Mauthausen » -- une des légendes de la presse « occidentale » actuelle. Ils le logèrent et lui procurèrent maintes facilités, dont un lot de cartes de journaliste, y compris pour un journal « français ».

La CIA confia à Gehlen et à son BND le soin de « traiter » le compromettant Bandera, au service des « opérations » militaires en Ukraine – toujours classifiées. Bandera rapportait directement à Heinz Danko Herre, ancien second de Gehlen à la *Fremde Heere Ost* affecté entre autres à l'armée Vlassov et qui, « principal conseiller de Gehlen » au BND, adorait Bandera : « nous le connaissons depuis à peu près 20 ans, et, il dispose en Allemagne et en dehors, de plus d'un demi-million de partisans. » Washington fit traîner la demande de visa pour séjour aux États-Unis déposée par Bandera depuis 1955, mais le BND voulait mettre en contact direct son cher Bandera et les nazis ukrainiens d'Amérique, immigrés par dizaines de milliers depuis la fin des années 1940 : la complicité entre CIA et ministère de la Justice américain permit de violer la loi interdisant l'immigration aux nazis. « Les responsables de la CIA de Munich » finirent par accepter « l'octroi du[dit] visa en 1959 », mais Bandera ne put gagner les États-Unis : un agent du KGB l'exécuta à Munich, le 15 octobre 1959, « les Soviétiques ayant décidé qu'ils ne pouvaient se permettre la résurrection de l'alliance entre l'espionnage allemand et les fanatiques ukrainiens » (Breitman et Goda). Voilà pourquoi l'actuel « héros national » de l'Ukraine « indépendante » n'étendit pas ses activités outre-Atlantique.

Washington avait poursuivi, toujours en collaboration avec le BND, ses œuvres en Ukraine et alentour, notamment en Tchécoslovaquie, « la CIA fournissant l'argent, les approvisionnements, l'entraînement, les facilités radio et les parachutages des agents entraînés » de l'UPA. Aux États-Unis mêmes, la CIA promut d'autres alliés bandéristes en hérauts de la « démocratie » ukrainienne, tel Mykola Lebed, « sadique notoire et collaborateur des Allemands », qui avait début 1945 pris contact avec Allen Dulles à Berne : elle fit immigrer ce « chef responsable d'assassinats de masse d'Ukrainiens, de Polonais et de juifs » », dénoncé par des immigrés d'Europe orientale, l'installa à New York en « résident permanent », puis fit naturaliser ce chef de la propagande « nationale ukrainienne » aux États-Unis. Depuis 1955, « des tracts furent jetés par avion au-dessus de l'Ukraine, et des émissions de radio intitulées *Nova Ukraina* furent diffusées depuis Athènes pour consommation ukrainienne ». Tous les pays de l'OTAN furent mobilisés à cet effet.

Quand le fiasco hongrois de novembre 1956 eut stoppé les actions militaires en Europe orientale (et poussé l'obsessionnel Wisner à la folie²⁶), fleurit une prétendue « association sans but lucratif » (financée, comme le reste, par la CIA), dite Prolog, chargée d'inonder l'Ukraine de propagande antisoviétique. Hrinioch, second de Lebed, en dirigea l'antenne de Munich, l'« *Ukrainische Gesellschaft für Auslandsstudien* » (Société ukrainienne pour les études sur l'étranger). En « 1957, Prolog diffusa 1 200 programmes radiophoniques à raison de 70 heures par mois, et distribua 200 000 journaux et 5 000 tracts. » Elle organisait la distribution des « livres d'écrivains et poètes ukrainiens nationalistes », y compris en Ukraine soviétique, « jusqu'à la fin de la Guerre froide ». Elle « finançait le voyage des étudiants et des universitaires ukrainiens aux conférences universitaires, aux festivals internationaux de la jeunesse » et autres manifestations : à leur retour, les subventionnés rendaient compte à la CIA. Prolog était le seul « truchement des opérations de la CIA en direction de la République soviétique d'Ukraine et de ses quarante millions de citoyens ukrainiens. »

Dans les années 1960, les bandéristes américains, dont Lebed, firent leur conversion publique au philo-sémitisme, dénonçant systématiquement « les Soviétiques pour leur antisémitisme » -- thème très en vogue ces temps-ci. L'aristocrate catholique polono-américain Zbigniew Brzezinski, pilier depuis les années 1950 de la subversion permanente de l'URSS et de la scission Ukraine-Russie²⁷, préconisa en 1977, comme conseiller à la sécurité nationale de Jimmy Carter, l'extension de ce magnifique programme. Dans les années 1980, entre Carter et Ronald Reagan, Prolog se diversifia en direction des « autres nationalités soviétiques, qui

incluaient les dissidents soviétiques juifs, suprême ironie », selon Breitman et Goda. Tactique géniale, après des décennies d'hostilité ou d'indifférence aux juifs européens²⁸, puisque la propagande « occidentale » transforma une URSS jadis haïe comme judéo-bolchevique en symbole de l'antisémitisme.

Les opérations américano-germano-ukraino-nazies contre l'URSS et l'Europe orientale, nommées « Cartel » puis « Aerodynamic » puis, dans les années 1980, « Qrdynamic », « Pddynamic » et « Qrplumb »²⁹ n'avaient jamais cessé. L'étude de Breitman et Goda s'achève en 1990, « au seuil de l'effondrement » de l'URSS : tout était alors prêt, en Ukraine, pour la phase suivante, gérée par Mme Nuland et les siens.

¹ *La Documentation française*, n° 664, 10 juillet 1947, en ligne.

² <https://www.youtube.com/watch?v=rPVs5VuI8XI>

³ <https://www.govinfo.gov/content/pkg/CHRG-113shrg91859/html/CHRG-113shrg91859.htm>

⁴ Traduire son effarante fiche Wikipédia en anglais, https://en.wikipedia.org/wiki/Victoria_Nuland, plus précise qu'en français ; https://fr.wikipedia.org/wiki/Victoria_Nuland

⁵ Sauf la Chine, désormais « populaire », s'y retrouvent es puissances « démocratiques » de la coalition russophobe de l'OTAN de 2022, dont les États-Unis, l'ex-Empire britannique (Canada et Australie inclus), la France, le Japon, la Pologne, l'Italie (liste complète : https://fr.wikipedia.org/wiki/Intervention_alli%C3%A9e_pendant_la_guerre_civile_russe)

⁶ Lacroix-Riz, *Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre mondiale à la Guerre froide (1914-1955)*, Paris, Armand Colin, 2010, chapitre 6 et *passim*.

⁷ Tottle, *Fraud, Famine and Fascism, The Ukrainian Genocide Myth from Hitler to Harvard*, Toronto, Progress Book, 1987, en ligne, chapitres 1-2.

⁸ *Le Vatican, l'Europe et le Reich*, chapitre 7, dont p. 332-333 ; et <https://www.historiographie.info/ukr33maj2008.pdf>

⁹ Stepan Bandera, *The Life and Afterlife of a Ukrainian Nationalist. Fascism, Genocide and Cult*, Stuttgart, ibidem Press, 2014, , pas traduite en français

¹⁰ Raül Hilberg, *La destruction des juifs d'Europe*, Paris, Gallimard, 1991, 2 vol., vol. 2, p. 612-642.

¹¹ *Le Vatican, l'Europe et le Reich*, *passim*.

¹² Richard Breitman et Norman Goda, *Hitler's Shadow : Nazi War Criminals, US Intelligence and the Cold War*, National Archives, 2010, <http://www.archives.gov/iwg/reports/hitlers-shadow.pdf>, p. 76, et tout ce chapitre 5 « Collaborators : Allied intelligence and the Organization of Ukrainian Nationalists », p. 73-97 (désormais traduit, *À l'ombre d'Hitler. Les services secrets américains et les criminels nazis pendant la Guerre froide*, Paris, J.-C. Godefroy, 2022, ce chapitre 5 : « Collaborateurs : l'espionnage allié et l'organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) »).

¹³ Geoffrey Roberts, *Les guerres de Staline*, Paris, Delga, 2014 p. 437 (1^e édition, *Stalin's Wars*, 2006).

¹⁴ Tottle, *Fraud, Famine and Fascism*, chapitre 9, « Collaboration and collusion »

¹⁵ Roman Dmowski, *L'avenir de la Pologne*, chap. « La question ukrainienne », traduction annexée à la lettre 396 de Jules Laroche, Varsovie, 24 août 1930, URSS 1918-1940, vol. 678, archives diplomatiques.

¹⁶ « The Hearst press. The campaign continues », Tottle, *Fraud, Famine and Fascism*, chapitre 2, p. 13-21.

¹⁷ Burton Hersh, *The American Elite and the origins of the CIA*, New York, Scribners, 1992, index Wisner.

¹⁸ https://en.wikipedia.org/wiki/George_F._Kennan#Diplomatic_career, bibliographie énorme.

¹⁹ Bibliographie Lacroix-Riz. « Impérialismes dominants en Ukraine de l'avant 1914 au sauvetage-recyclage germano-américain des criminels de guerre bandéristes (1890-1990) », chapitre de *La Russie sans œillères*, Paris, Delga, p. 145-169, 2022.

²⁰ Entretien James Peck, professeur d'histoire adjoint, New York University, collaborateur de Kennan pour ses ouvrages depuis les années 1980, avec le journaliste chinois Xia Wenxin, *Global Times* (GT), 29 mars 2022, <https://www.globaltimes.cn/page/202203/1257094.shtml>

²¹ Interview du 16 janvier 1985, citée in Simpson, *Blowback*, p. 159, ce chapitre 12, et index Bandera et Lebed ; Rositzke, *The CIA's Secret Operations : espionnage, counterespionage, and covert action*, New York, Routledge, 2019 (1^e édition, 1977).

²² *Le Vatican, l'Europe et le Reich*, chap. 10-11, sur l'Ukraine soviétique, p. 614-615 et index Bucko.

²³ Mêlés, Breitman et Goda, *Hitler's Shadow*, p. 77, et Rossolinski-Liebe, *Stepan Bandera*, plus précis, p. 280.

²⁴ Lacroix-Riz, *La Non-épuration en France de 1943 aux années 1950*, Paris, Dunod-Armand Colin, 2019, poche, 2022, p. 47, 82.

²⁵ Simpson, *Blowback* ; Naftali, « Reinhard Gehlen and the United States », in Breitman et al., *U.S. Intelligence and the Nazis*, p. 375-418. Pionnier, le journaliste E.H. Cookridge, agent de renseignements des Anglo-Américains pendant la guerre, *Gehlen, spy of the century*, London, Hodder and Stoughton, 1971.

²⁶ Puis au suicide (1965), Hersh, *The old boys*, et Simpson, *Blowback*, index Wisner.

²⁷ https://en.wikipedia.org/wiki/Zbigniew_Brzezinski

²⁸ Cette seule incidente, Peter Novick, *The Holocaust in American Life*, Boston, Houghton Mifflin, 1999, devenu *L'holocauste dans la vie américaine*, Paris, Gallimard, 2001, indispensable, et David Wyman, *The Abandonment of the Jews : America and the Holocaust 1941-1945*, New York, Pantheon Books, 1984, devenu *L'abandon des juifs. Les Américains et la Solution finale*, Paris, Flammarion, 1987.

²⁹ Breitman et Goda, *Hitler's Shadow*, chapitre 5, *passim*, (et Simpson, *Blowback*, chapitre 12 et Rossolinski-Liebe, *Bandera*, chapitre 7).